

Les causes principales des dettes publiques

Définition de la dette publique

Les administrations publiques s'organisent en quatre secteurs :

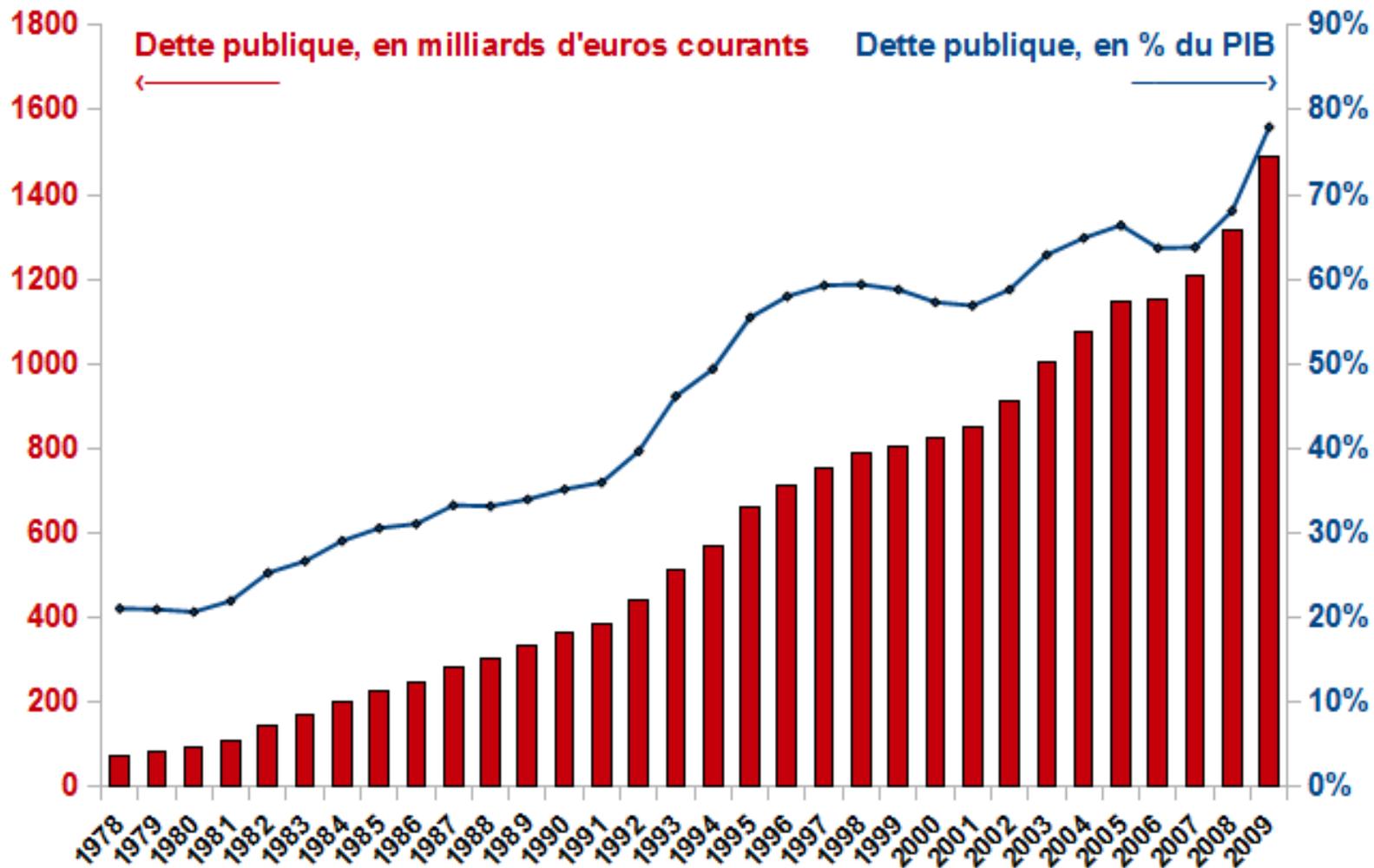
- l'Etat
- les administrations publiques locales (APUL) : régions, départements, communes, etc ...
- les administrations de sécurité sociale (ASSO) : allocations familiales, assurances maladie et assurance vieillesse, assurance chômage (Unedic), assurance chômage (Unedic), retraites complémentaires (Agirc, Arrco, Ircantec), etc ...
- les organismes divers d'administration centrale (ODAC) : unités institutionnelles contrôlées ou financées majoritairement par l'État (CADES, CNRS, CMU, agence nationale de la recherche, fond spécial d'invalidité, ...)

Evolution et répartition des dépenses publiques

	1995		2000		2005	
	Mds €	% PIB	Mds €	% PIB	Mds €	% PIB
Etat (en comptabilité nationale)	282,0	23,0%	320,4	22,2%	388,1	22,7%
APUL	118,0	9,9%	140,5	9,7%	187,5	11,0%
ASSO	284,6	23,8%	330,2	22,9%	421,7	24,7%
ODAC	44,9	3,8%	47,4	3,3%	60,5	3,5%
Toutes administrations publiques	650,6	54,5%	744,3	51,0%	919,7	53,8%

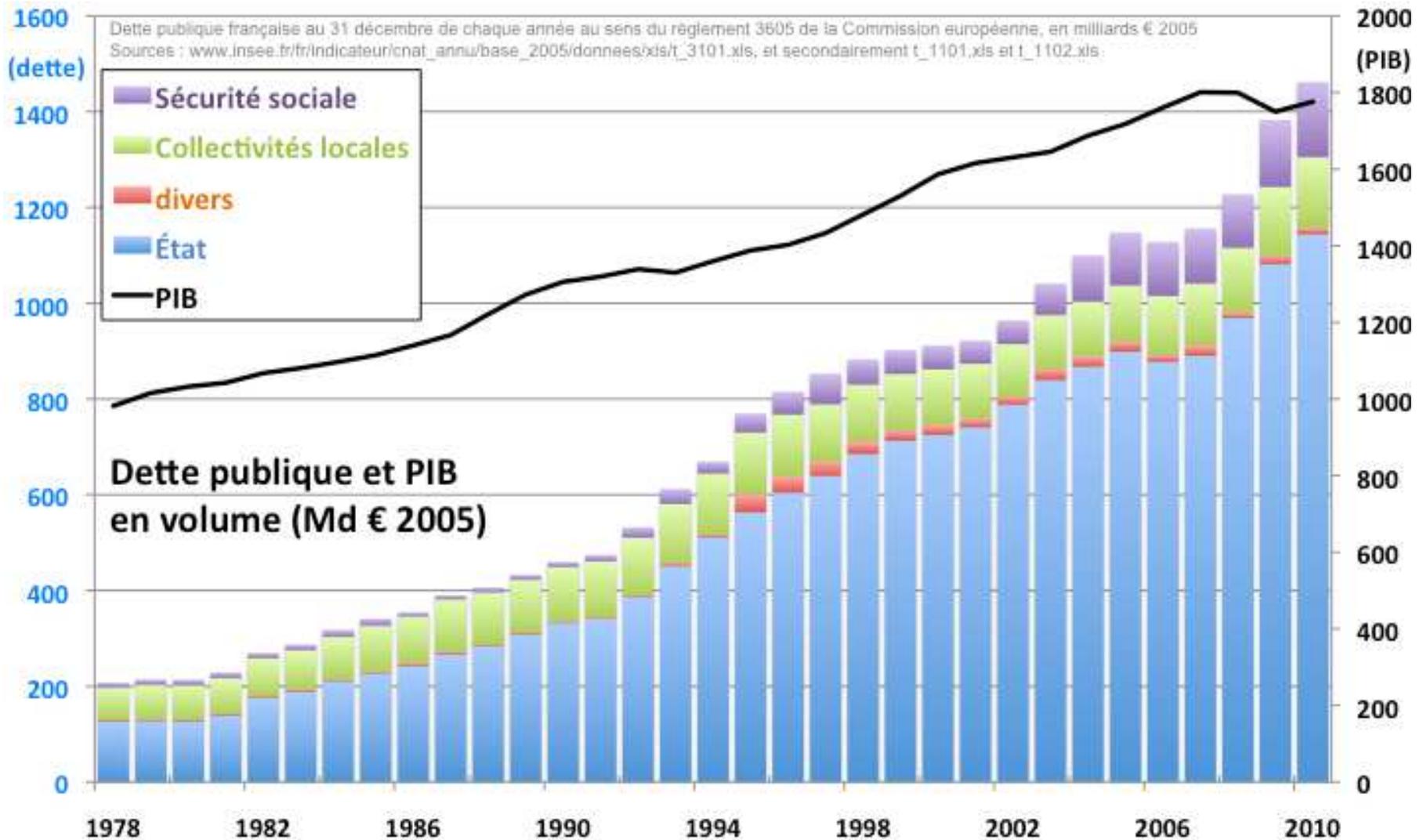
Source : http://www.bercy.gouv.fr/performance/enjeux_finances_publicques/caracteristiques.htm

La dette en France a augmenté de 250 Mds d'euros entre 2002 et 2007 ...
et de 500 Mds d'euros entre 2007 et 2011



Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Dette_publicue_france_%25_du_PIB.png

Évolution du PIB et des différentes dettes en € constants



Source http://local.attac.org/rhone/article.php3?id_article=1642

Les 3 causes principales de la dette publique

Cause N°1 : les baisses d'impôt et autres cadeaux fiscaux accordés depuis 2000 représentent 70 à 80 milliards d'euros de manque à gagner annuel pour l'Etat

Extrait du rapport du député UMP Gilles Carrez (juin 2010) :

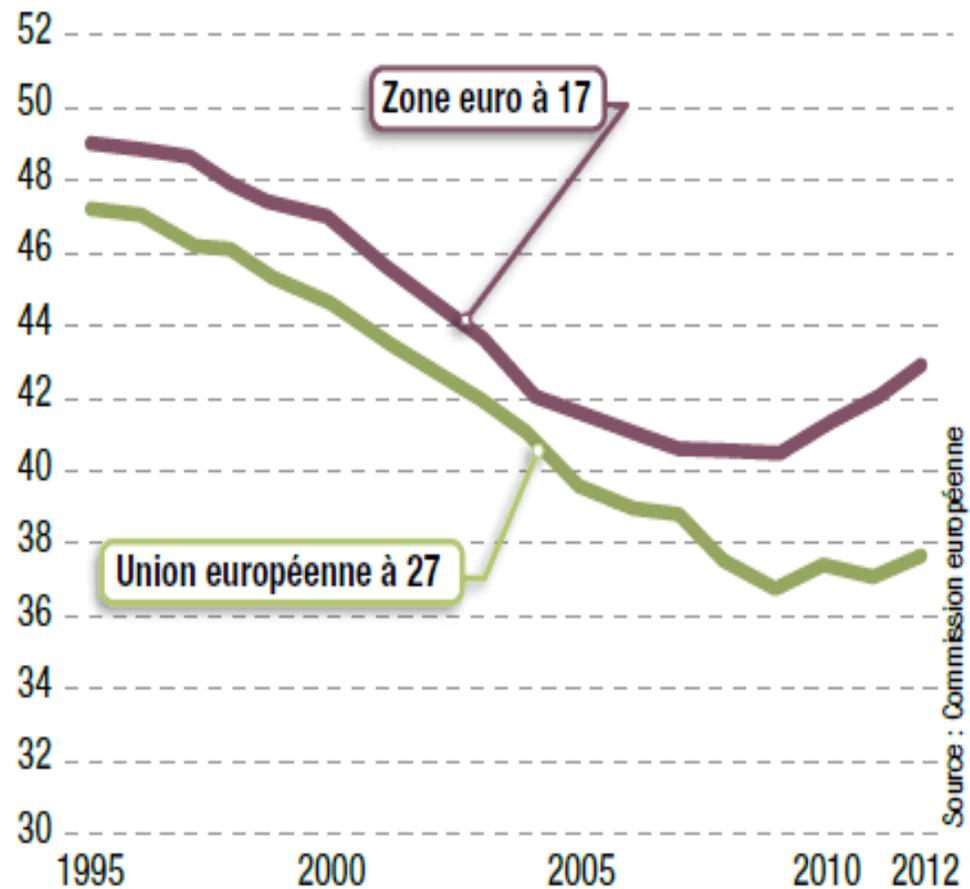
« Entre 2000 et 2009, le budget général de l'État aurait perdu entre 101,2 (5,3 % de PIB) et 119,3 milliards d'euros (6,2 % de PIB) de recettes fiscales, environ les deux tiers étant dus au coût net des mesures nouvelles – les baisses d'impôts – et le tiers restant à des transferts de recettes aux autres administrations publiques – sécurité sociale et collectivités locales principalement. »

Recettes fiscales : 15,4% du PIB en 2007 contre 22,5% en 1982

voir « Le détail des 140 milliards d'exonérations sociales et fiscales » sur <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article665>

L'Europe du dumping fiscal

Taux marginal moyen d'imposition des revenus des personnes physiques dans l'Union à 27 et dans la zone euro à 17 entre 1995 et 2012



Taux d'imposition de la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu

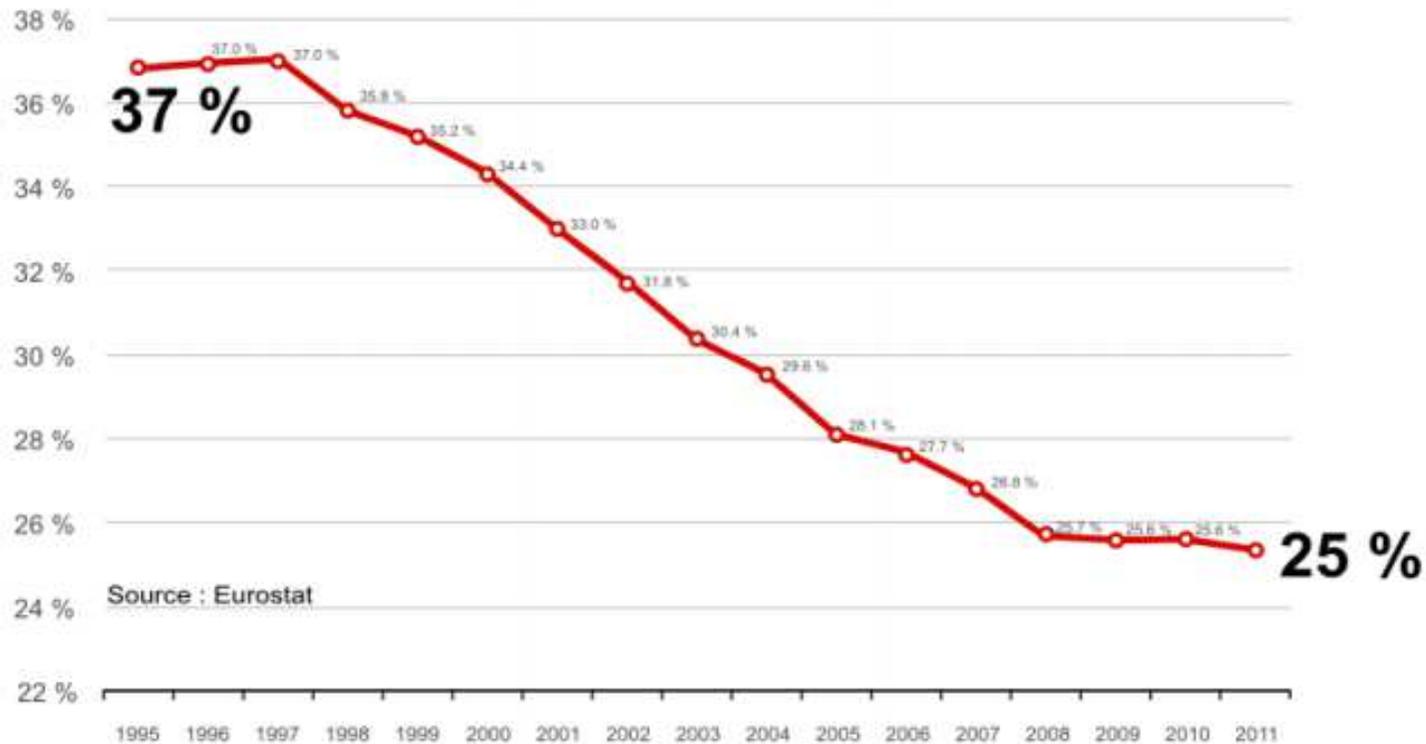
Pays	1986	2002	2007
France	65 %	50 ,1 %	41 %
Allemagne	53 %	48,5 %	47,5 %
Belgique	72 %	55 %	50 %
Espagne	66 %	48 %	43 %
Italie	62 %	45,5 %	43 %
Pays-Bas	72 %	52 %	52 %
Royaume-Uni	60 %	40 %	40 %

- coût pour les finances publiques : 15 milliards d'euros en 2009 ... sur 13 tranches d'impôts en 1986, il n'en reste que 5 en 2011
- la tranche supérieure commence à 70 830 € (5 900 € par mois)... par part !

L'Europe du dumping fiscal

25% en moyenne en Europe contre 40 % aux USA !

Evolution de l'impôt sur les bénéfices en Zone Euro 1995 - 2011



Taux d'imposition (théorique) des bénéfices des sociétés

Pays	1986	2006
France	45 %	33,3 %
Allemagne	56 %	26,37 %
Belgique	45 %	39,99 %
Irlande	50 %	12,5 %
Italie	36 %	33 %
Pays-Bas	42 %	25,5 à 29,6 %
GB	35 %	de 0 à 30 %
Suède	52 %	28 %

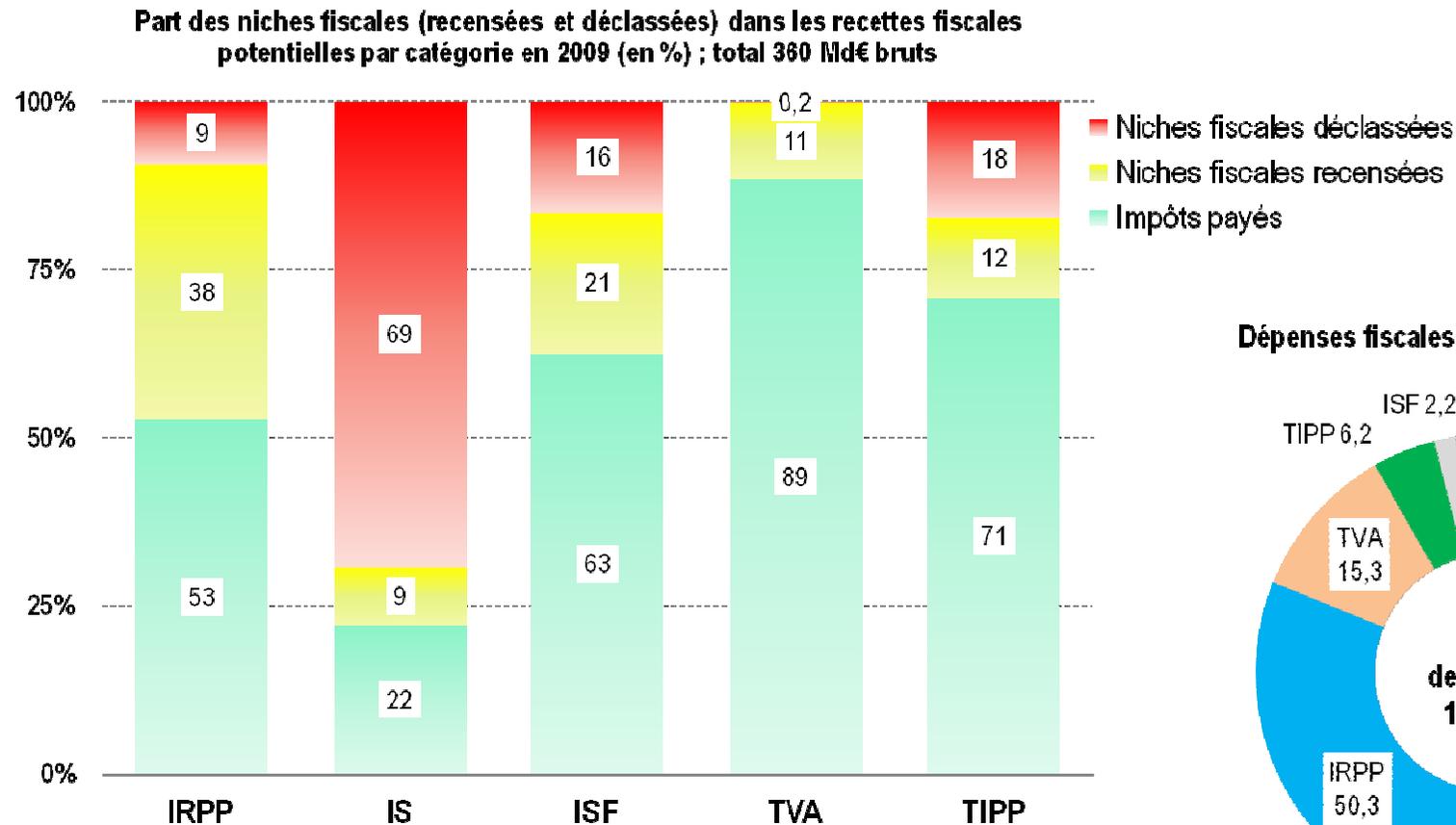
Taux d'imposition réel (France) : PME : 28 % ... 40 plus grosses sociétés (CAC 40) : 8 %
... Résultat du dumping fiscal entre les pays européens et du travail idéologique des lobbies

Exemples de niches fiscales aberrantes

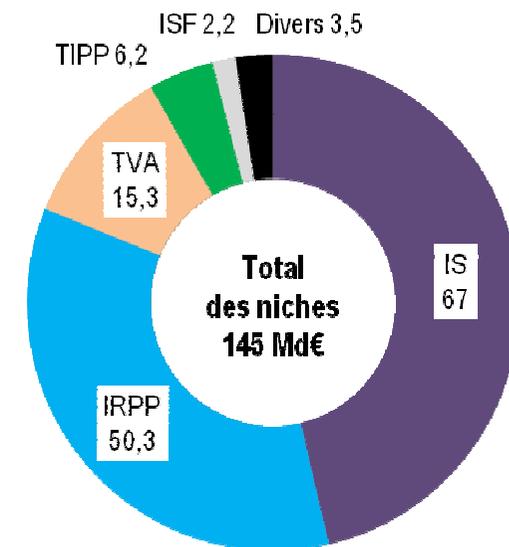
- La niche « Copé » instaurée en 2004 permet d'exonérer d'impôt sur les sociétés (33%) les plus-values encaissées par les entreprises lorsqu'elles vendent leurs filiales ... Coût annuel : environ 8Md€
- L'exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires instaurée en 2007... Coût annuel : environ 4Md€
- Les réductions d'impôts pour ceux qui emploient des personnes à domicile. Le crédit d'impôt est de 50% des sommes versées, dans la limite d'un plafond fixé à l'origine en 1992 à 3 800 € ... et porté progressivement à 12 000 €. Soit une réduction d'impôt pouvant aller jusqu'à 6000 euros par an ... Coût annuel : environ 3 Md€ en 2009

Voir « Le détail des 140 milliards d'exonérations sociales et fiscales » - janvier 2010
sur <http://www.retraites-enjeux-ebats.org/spip.php?article665>

Niches fiscales (recensées et déclassées) : environ 145 Md€, soit 95% du déficit annuel de l'Etat

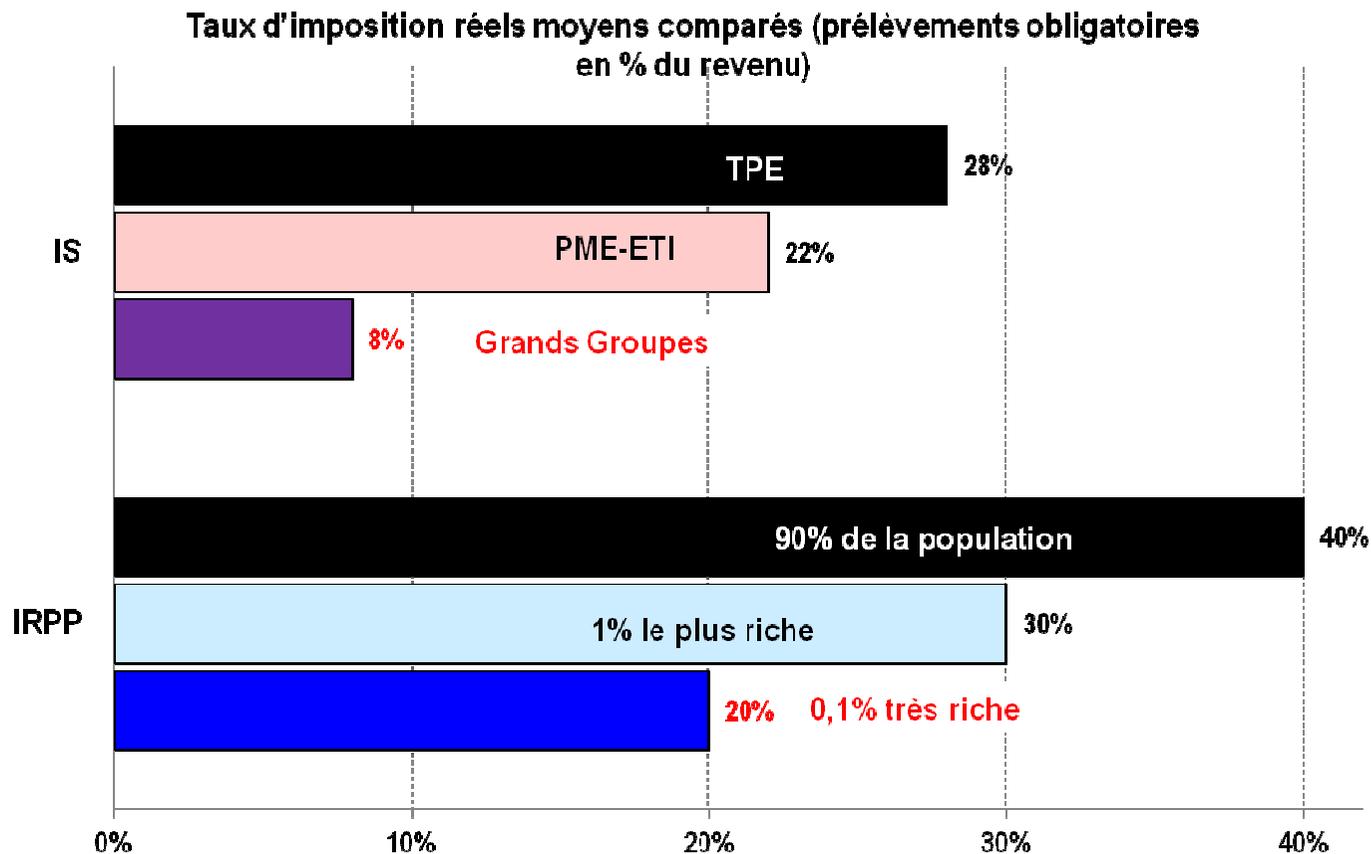


Dépenses fiscales 2011 (niches en Md€)



Source : Alternatives économiques (septembre 2011) ; Katia Weidenfeld : À l'ombre des niches fiscales (Economica 2011) ;
Projet de loi de finances 2011 (Assemblée nationale)

Inégalité fiscale en France : impôt fortement dégressif pour les plus riches



Source : Fondation Copernic : « Un impôt juste pour une société juste » (éd. Syllepse)

Autres graphiques sur <http://www.les-crisis.fr/category/crise-des-inegalites/>

Cause N°2 : le mécanisme de la création monétaire

- la loi dite « Pompidou, Giscard » de 1973 interdit à l'Etat d'emprunter directement à la Banque de France, à taux d'intérêt réduit (une possibilité de contourner cette interdiction existe, mais aucun gouvernement ne s'en est jamais servi)
- France Trésor doit emprunter via 20 banques précises, dont 4 françaises et 16 étrangères (pourquoi 4 françaises seulement ?)
- en Europe, le traité de Maastricht (1992) et les traités ultérieurs interdisent à la BCE de prêter directement aux États
- sans les charges d'intérêt, ou avec des taux d'intérêt très faibles, aucun État européen n'aurait de dette insupportable !

Voir « Les meilleures vidéos pour comprendre la création monétaire et la dette » sur <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article762>

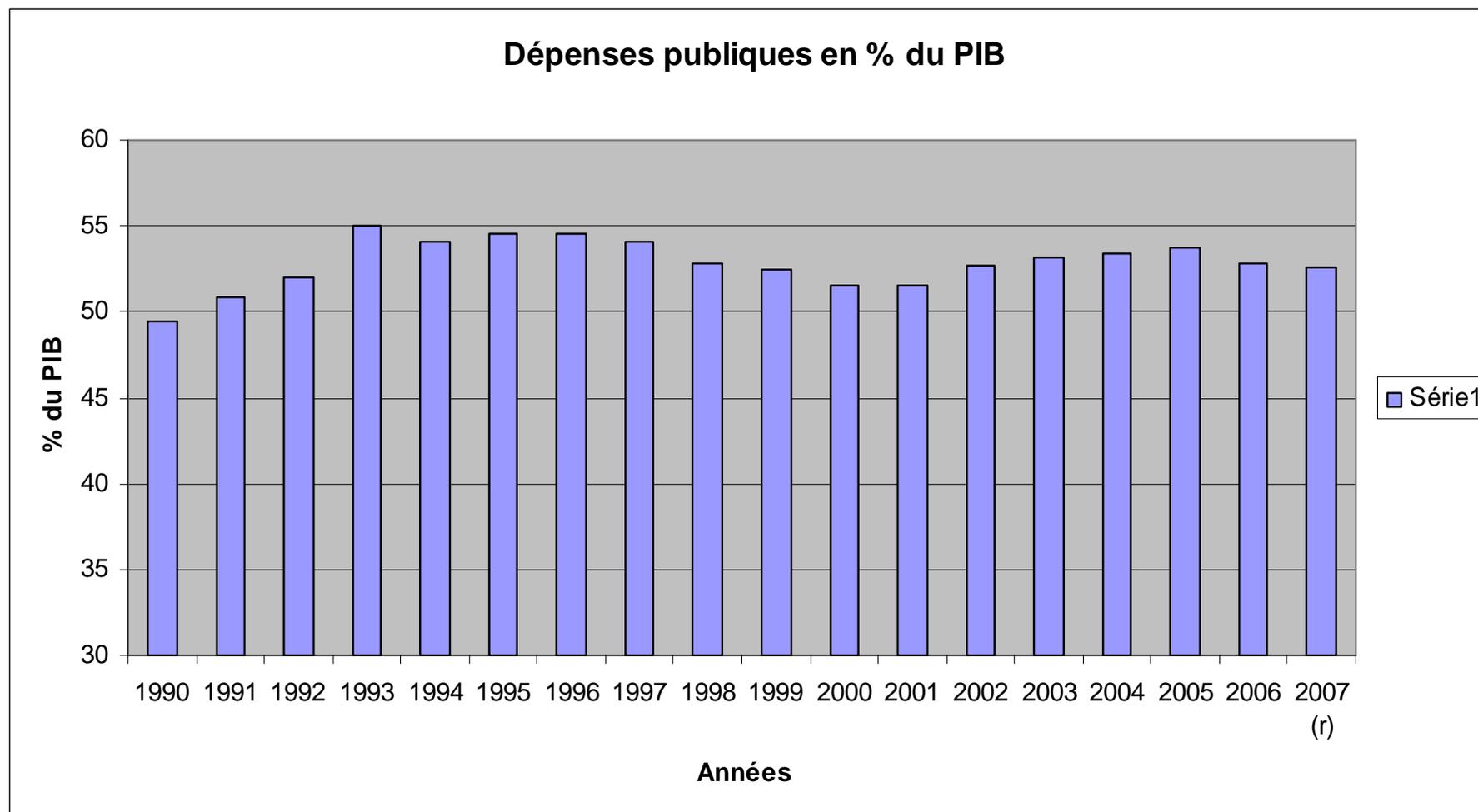
Cause N°3 : l'évasion fiscale

- La Cour des Comptes a évalué à **30 Md€ la perte de recettes annuelle** de la France due à l'évasion de l'argent vers les « paradis fiscaux » (source Pascal Canfin –député européen EELV)
- pour l'UE, entre 1500 et 2000 milliards d'euros sont ainsi mis à l'abri de toute fiscalité (source Jean Gadrey)
- les différentes formes d'évasion fiscale sont très bien expliquées dans une remarquable émission de FR 3
voir <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article678>

La crise qui sévit depuis 2008 a amplifié la dette

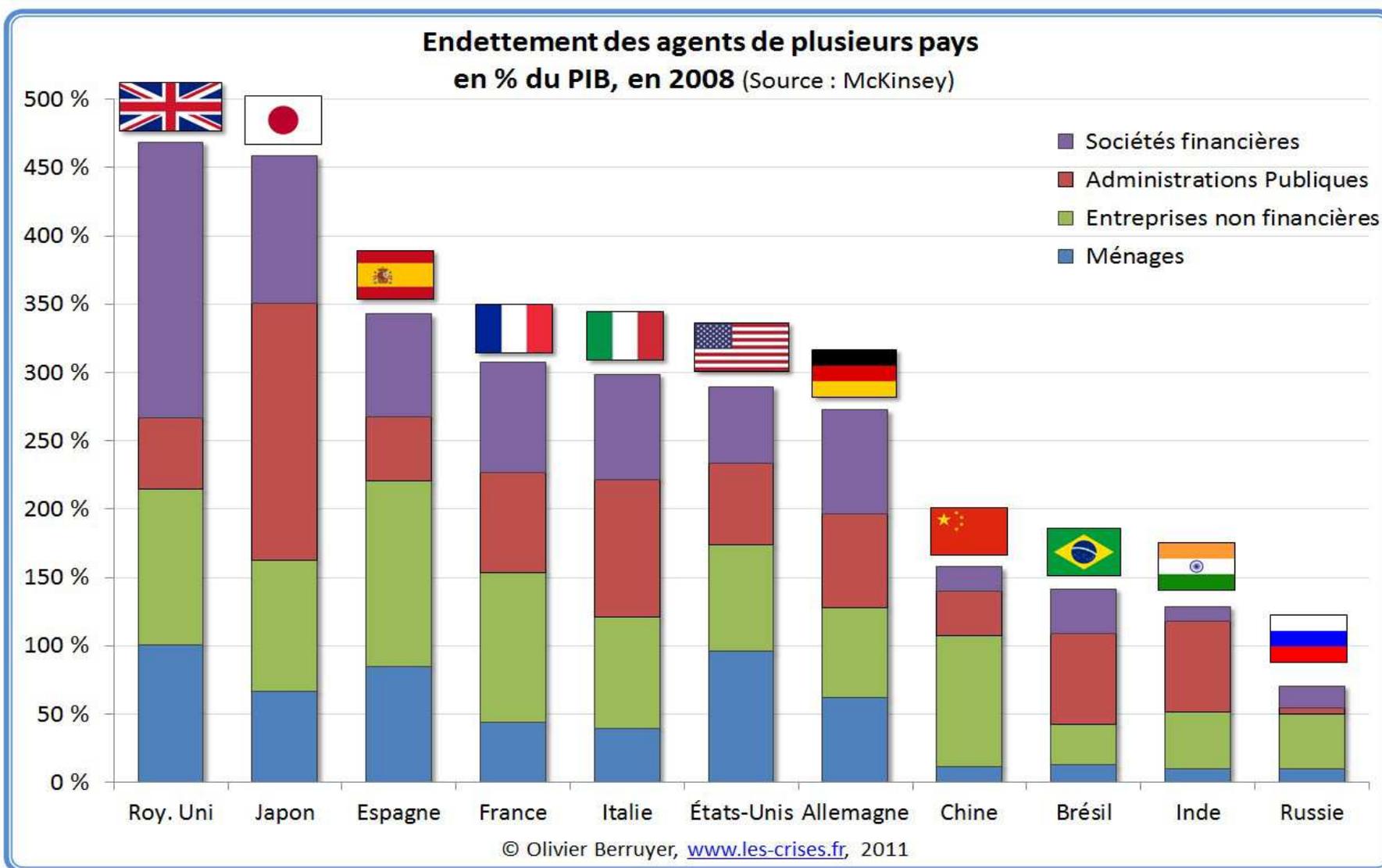
- Moins de rentrées fiscales (TVA, impôt sociétés ...)
- Coûts sociaux supplémentaires (indemnisation du chômage, RSA ...)
- Le coût budgétaire total du plan de relance sur l'ensemble des deux années 2009 et 2010 s'est élevé à 42,2 Md€ (source Cour des Comptes 2010)
- Coûts des différentes mesures d'aide aux banques ? ... Voir par exemple « Dexia : un puits sans fond » sur <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article893>

Les dépenses publiques ne sont pas la cause de l'envolée de la dette



Source : Evolution du taux de dépenses publiques - page 9 du rapport du député UMP Gilles CARREZ de juin 2010

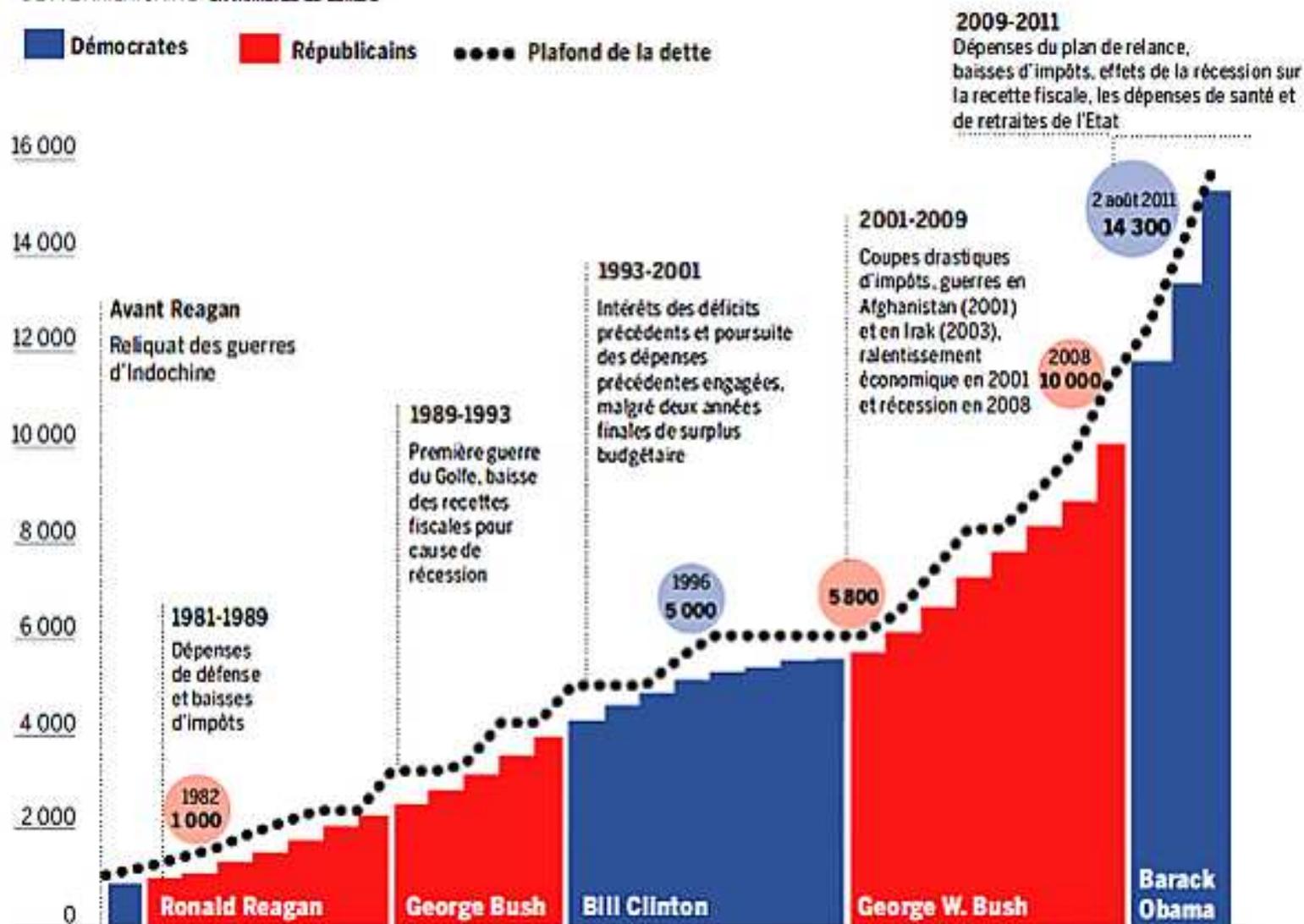
Dettes publiques, dettes des ménages et dettes des entreprises



Comment les Etats-Unis ont accumulé 14 300 milliards de dollars de dette publique

DETTE AMÉRICAINE en milliards de dollars

■ Démocrates ■ Républicains ●●●● Plafond de la dette



SOURCES : DÉPARTEMENT DU TRÉSOR, BUREAU OF THE PUBLIC DEBT, FEDERAL RESERVE BANK OF NEW YORK, OFFICE OF MANAGEMENT AND BUDGET

Les causes principales de la crise

Chronologie et mécanisme de la crise

au départ une crise sociale ...

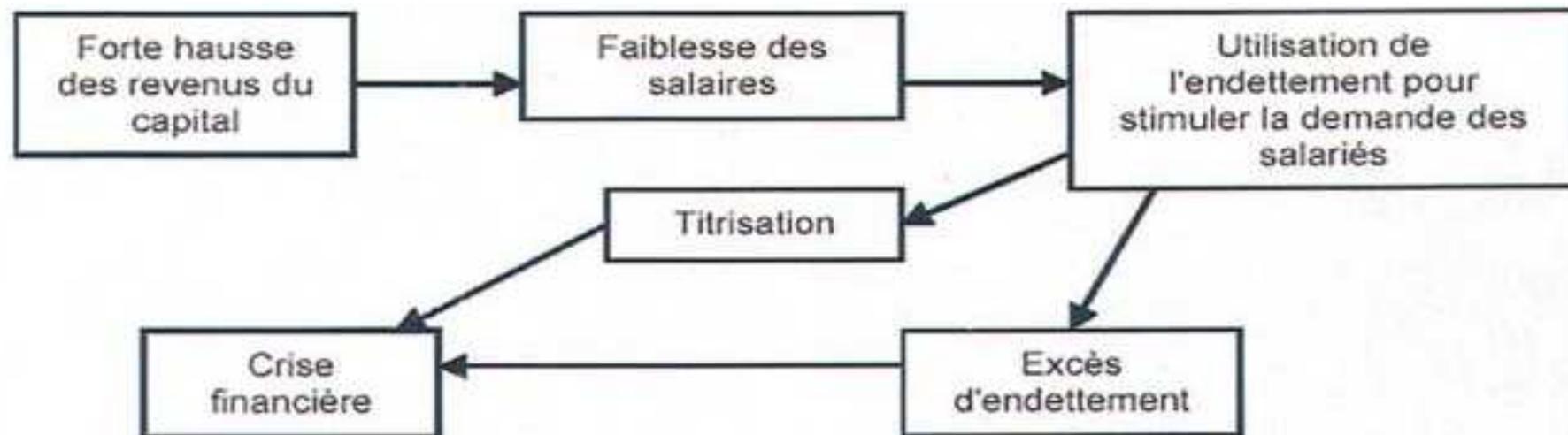
- L'amplification depuis le début des années 80 de la **crise sociale** (baisse des salaires due au chômage de masse et à la précarité, augmentation continue des inégalités) a été temporairement camouflée par un **endettement croissant** des ménages. Cet endettement non soutenable a, associé à la **dérégulation financière**, conduit à la crise des subprime puis à la généralisation de la **crise financière**.
- Le sauvetage des banques et les plans de relance ont porté les **dettes publiques** à des niveaux insoutenables ... et inremboursables
- **L'austérité généralisée** pour essayer (en vain) de dégonfler la montagne de dettes publiques débouche en 2012 sur une crise sociale (explosion du chômage) sans précédent depuis la crise de 1929.

... à l'arrivée une crise sociale d'une ampleur sans précédent depuis les années 30

On pourrait dire aussi que dans la bombe de la crise, la poudre c'est le chômage de masse et les inégalités, le détonateur c'est la dérégulation financière (mondialisation/titrisation/spéculation) ... la crise des subprime a seulement été l'étincelle qui a allumé la mèche

Chronologie et mécanisme de la crise

RÉPARTITION DES REVENUS ET DÉCLENCHEMENT DE LA CRISE



Sphère financière

Chute de la Bourse

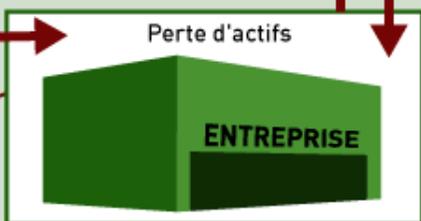


Cherche des sources
de financement

Refuse les prêts
["credit crunch"]

Sphère micro-économique

Perte d'actifs



Réduction
de la voilure

Réduction
de la voilure

Redoute la chute
des profits

Recherche
de liquidités,
vente d'actifs

Baisse ou arrêt
des embauches

Dégradation
des perspectives
d'activité

Panique
sur les marchés

Renonciation
à de nombreux
projets

Baisse
du prix
des actifs

Licenciements
ou faillite

Augmentation
du chômage

Baisse
de la
consommation

Baisse
des revenus

Sphère macro-économique

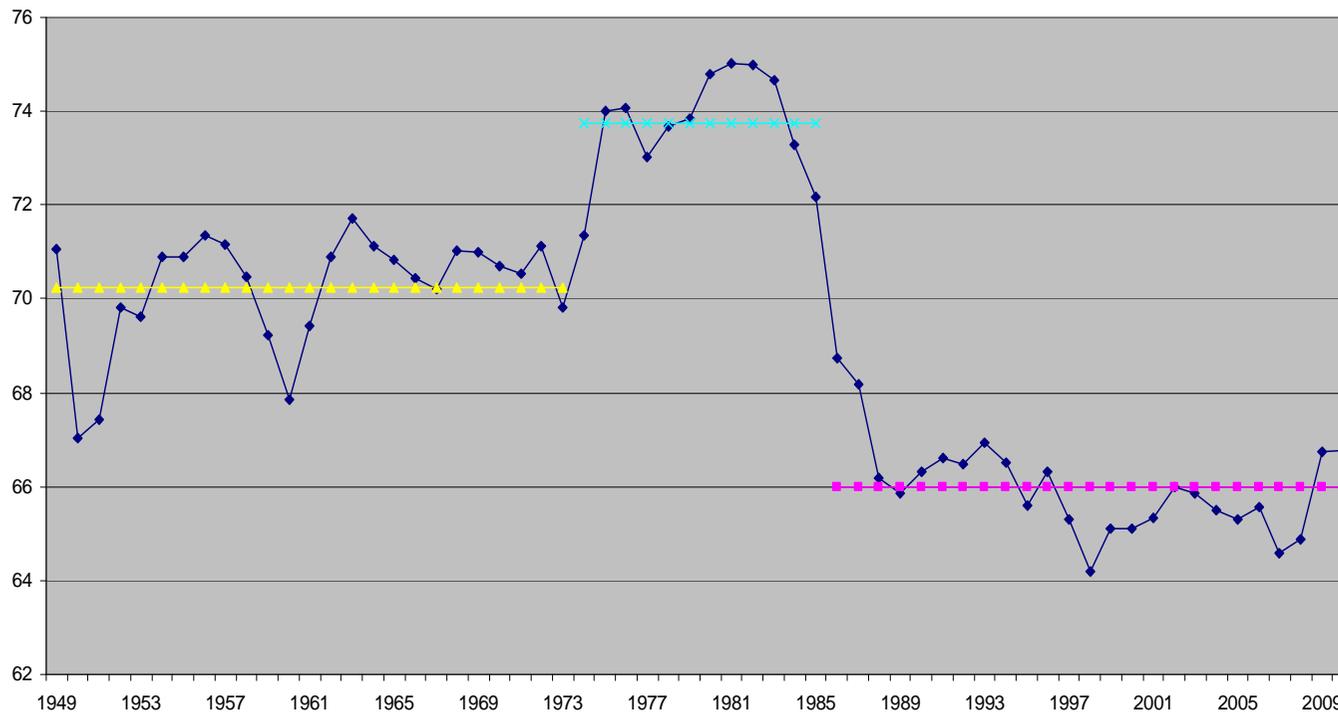
Crise financière : les mécanismes de la contagion

Source

http://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/infographie/2008/10/13/crise-financiere-les-mecanismes-de-la-contagion_1106347_1101386.html

Le chômage de masse a conduit à une baisse importante de la part des salaires rapportée au PIB

Part de la rémunération des salariés dans la Valeur ajoutée des sociétés non financières (en %)



Le décrochage de la part des salaires dans le PIB est intervenu dans la période 1982- 1990

...

bien avant les 2 lois sur la réduction du temps de travail votées en 1997 et 1999 !

Le chômage de masse et l'augmentation de la précarité ont instauré un rapport de force défavorable aux salariés. Cela a conduit à une **forte baisse de la part des salaires** dans le PIB et une **forte augmentation de la part des dividendes** versés aux actionnaires ... qui sont passés de 3,2% du PIB en 1982 à 8,5% en 2007

Extraits de « La crise d'un modèle de croissance inégalitaire »
Michel Aglietta, Alternatives Economiques n°274, Novembre 2008

« La libéralisation financière a consacré la prépondérance de l'actionnaire ... A partir de la fin des années 80, le *business model* des firmes a été orienté vers la "création de valeur pour l'actionnaire ... On est passé d'un modèle où les banques portaient le risque des crédits qu'elles accordaient à un modèle de transfert du risque. Cette utilisation systématique des marchés dérivés a permis aux banques de libérer du capital pour faire plus de crédit, puisqu'elles ne portaient plus le risque ...

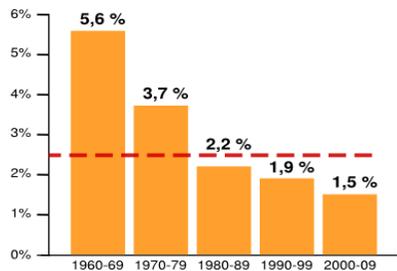
La sortie de la récession promet d'être une phase de croissance lente, car l'élimination des mauvaises créances dans une crise bancaire prend entre trois et cinq ans, même si la crise est bien gérée par la puissance publique ...

La croissance ne pouvant plus être dopée par l'endettement, il va falloir que le revenu salarial se remette à progresser en ligne avec la productivité. Pour le dire autrement, le degré d'inégalité atteint dans les sociétés occidentales est devenu un frein à la croissance ...

Il faudra revenir sur les cadeaux fiscaux systématiques qui ont été faits aux plus riches pendant des années ... Le contrôle public doit être plus intrusif. La crise a montré qu'il n'y a pas assez de contre-pouvoirs à l'intérieur des banques ... »

La croissance en France depuis 1960

Source : Insee.

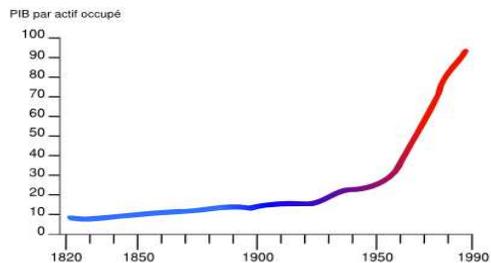


Kairós.fr

croissance

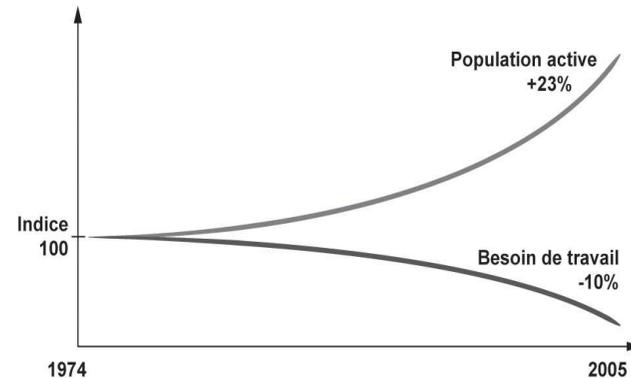
La productivité en France depuis 1820

Source : Insee. Deux siècles de travail en France.



Kairós.fr

productivité

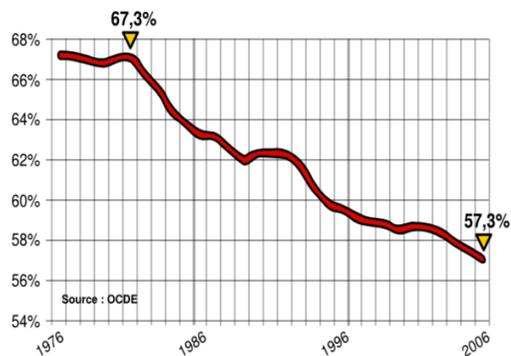


besoin de travail

développement puis maintien du chômage de masse et/ou précarité

Part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises

OCDE - 15*

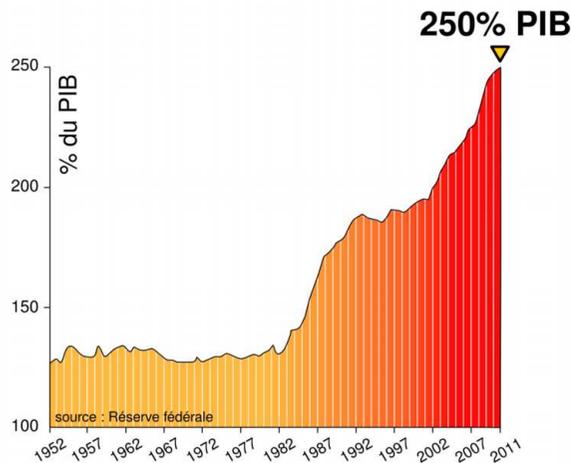


Source : OCDE

* Allemagne, Suède, Etats-Unis, Japon, Royaume Uni, Danemark, Italie, Espagne, France, Pays-Bas, Autriche, Belgique, Finlande, Grèce et Irlande.

Dettes totales aux Etats-Unis depuis 1952

(hors dette du secteur financier)



source : Réserve fédérale

quand la bulle immobilière a commencé à se dégonfler ...

crise des subprime, crise financière, économique, sociale, ...

Les messages du collectif Roosevelt

- « La crise est plus grave que ce qu'on vous dit ... mais il y a des solutions »
- « L'une des principales causes de la crise c'est **le chômage de masse** non résolu depuis 30 ans ... Les 2 autres étant la **dérégulation financière (mondialisation/titrisation/spéculation)** et **l'explosion des inégalités** »
- « Faut donc s'attaquer en priorité au chômage de masse et à la précarité »

... sinon spirale infernale

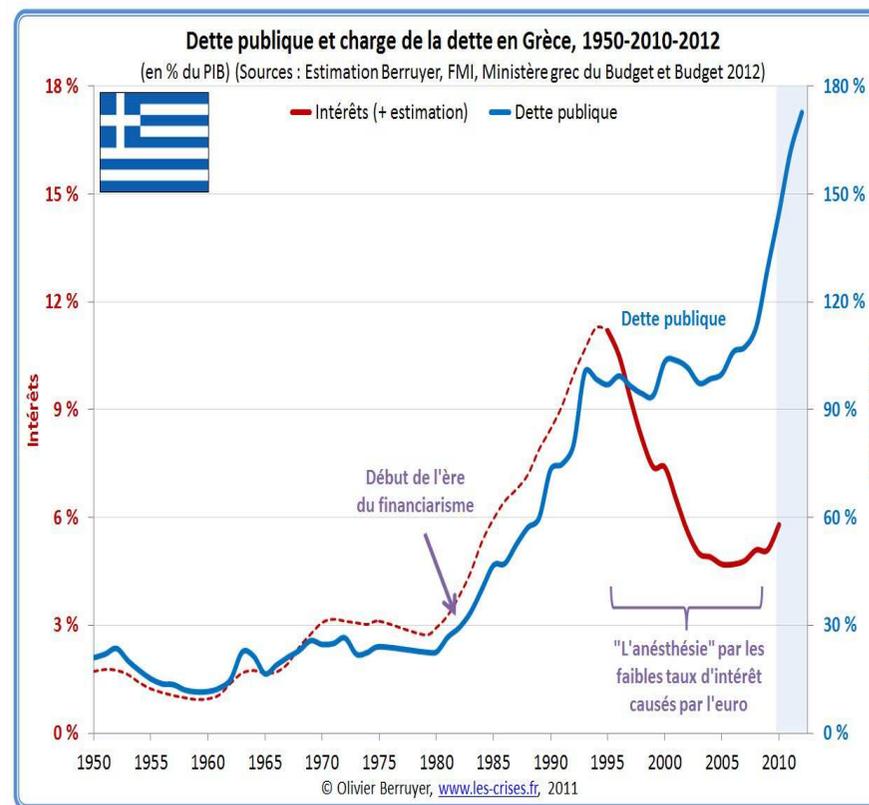
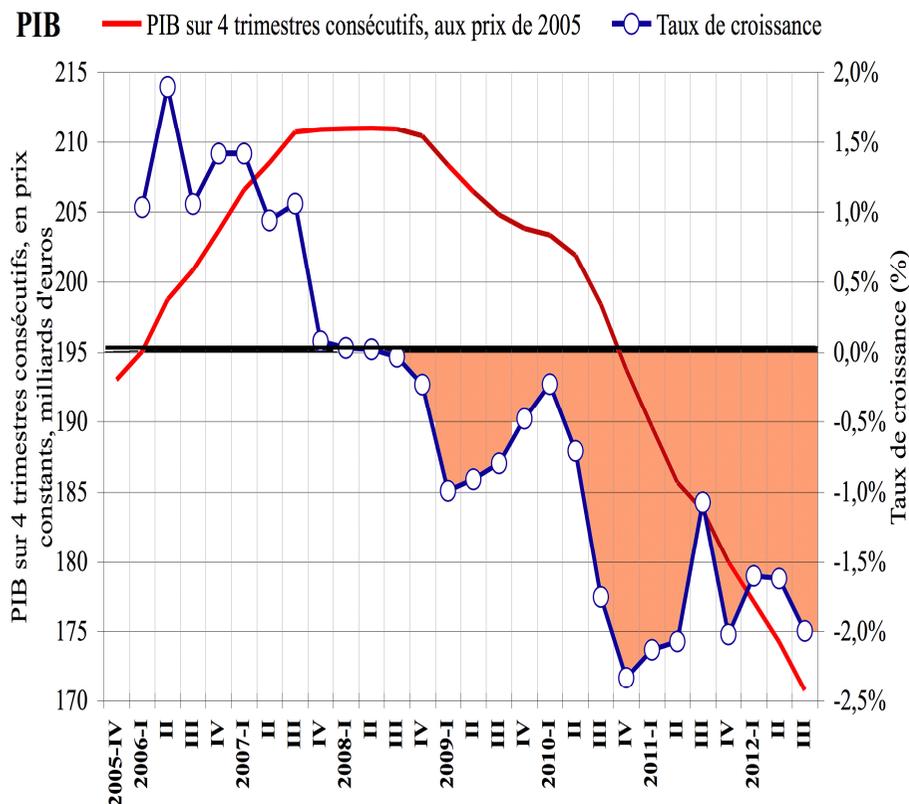
dette \implies austérité \implies récession \implies chômage \implies dette \implies

Même le FMI le reconnaît enfin : lire « Crise : le double langage du FMI » - article Mediapart sur <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article881>

- « Compter sur la croissance c'est irresponsable »

La spirale infernale de l'austérité

dette → austérité → récession → chômage → dette →



Dette de la Grèce en % du PIB : 107% en 2007, 127% en 2009, 143% en 2010, 170% en 2012 ! ... Taux de suicides + 100 % !

Le collectif Roosevelt propose

« 15 mesures à appliquer d'urgence pour éviter
l'effondrement
et créer 2 millions d'emplois
en 5 ans »



*Nous souhaitons contribuer à la formation d'un puissant mouvement citoyen,
d'une insurrection des consciences qui puisse engendrer une politique à la hauteur des exigences*

Stéphane Hessel, Edgar Morin - *Le chemin de l'espérance*

**Ces 15 réformes sont détaillées sur le site www.roosevelt2012.fr
et dans le livre « *C'est plus grave que ce qu'on vous dit... mais on peut
s'en sortir* » de Pierre Larrouturou (3€)**

Déjà 87 000 citoyen(ne)s engagés pour porter ces réformes. Pour être entendus il faut atteindre très vite 200 000 ou 300 000. Seule solution : que chacun des signataires actuels invite par mail un maximum d'amis à signer, ou leur offre le livre ci-dessus.

Eviter l'effondrement (mesures 1 à 9)

- 1 - Stopper l'hémorragie des licenciements en cours, en mettant en œuvre les mêmes mesures de chômage technique qu'en Allemagne
- 2 - Redonner de l'oxygène à nos États, en diminuant fortement les taux d'intérêt sur la dette en activant les articles 21 et 23.1 des statuts de la BCE (possible en 1 semaine)
- 3 - Dégager de nouvelles marges de manœuvre financières, en créant un impôt européen sur les bénéfices des entreprises au même taux qu'aux USA
- 4 - Mettre fin au sabotage fiscal, en revenant sur les cadeaux fiscaux accordés depuis 2000, soit 100 milliards d'euros par an
- 5 - Boycoter les paradis fiscaux, en utilisant le levier de la commande publique
- 6 - Sécuriser les précaires, en maintenant 90% des revenus aux chômeurs pendant 4 ans
- 7 - Interdire aux banques de spéculer avec notre argent, en séparant les banques de dépôt et les banques d'affaires
- 8 - Créer une vraie Taxe sur les transactions financières
- 9 - Lutter contre les délocalisations : imposer le respect des normes sociales et environnementales dans le commerce mondial, en convoquant un nouveau [Sommet de Philadelphie](#) « *Priorité à la justice sociale, le travail n'est pas une marchandise* »

Contre le chômage construire une nouvelle société (mesures 10 à 13)

10 - Investir dans une vraie politique du logement, pour créer 200.000 emplois et faire baisser les loyers

11 - Déclarer la guerre au dérèglement climatique (150.000 emplois à la clé)

12 - Développer l'économie sociale et solidaire (déjà 2,3 millions de salariés)

13 - Négocier un autre partage du temps de travail et des revenus, en partant notamment de la mise en place de la semaine de 4 jours sans baisse de salaires dans 400 PME françaises depuis 15 ans. Ce qui permettrait la création de 1,6 millions d'emplois

Construire enfin une Europe démocratique (mesures 14 et 15)

14 - Faire éclore la démocratie en Europe, en changeant radicalement les institutions

15 - Négocier un vrai Traité de l'Europe sociale (le texte avec objectifs chiffrés existe déjà et a été approuvé par 400 personnalités européennes)

“ *Nous souhaitons contribuer à la formation d'un puissant mouvement citoyen, d'une insurrection des consciences qui puisse engendrer une politique à la hauteur des exigences*

Stéphane Hessel, Edgar Morin - *Le chemin de l'espérance*